## Burundi : inquiétude après l'arrestation d'un ex-député de l'opposition

sur l'arrestation de l'ex-député d'opposition.

RFI, 14/10/2020 Au Burundi, les organisations internationales et locales de défense des droits de l'homme dénoncent l'arrestation et l'incarcération, qualifiées d'arbitraires, d'un ex-député d'opposition, Fabien Banciryanino été arrêté sans mandat puis écroué à la prison de Mpimba à Bujumbura il y a une semaine, officiellement pour «Â rébellion, dénonciations calomnieuses et atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État Â». Mais, selon un de ses avocats et selon une lettre que l'intéressé a adressée à la CNIDH, la Commission nationale indépendant des droits de l'Homme du Burundi et qui est parvenue à RFI, il a été interrogé sur des propos tenus au d'une pléniÃ"re de l'Assemblée nationale, en février 2020. Fabien Banciryanino a été l'une des rares voix criti pouvoir au cours de la dernià re législature. Lors de cette séance mémorable de février 2020, l'Assemblée nationa devait adopter un projet de loi qui élevait le président de l'époque, Pierre Nkurunziza, au titre de Â≪ Guide suprêm patriotisme Â». Ce jour-lÃ, Fabien Banciryanino est le seul député à s'élever publiquement contre cette décision pour cela Â«Â les graves crimes commis tout au long des 15 ans de pouvoir du président Pierre Nkurunziza Â», aujourdâ€ défunt. Le président de l'Assemblée de l'époque qualifie alors l'élu de «Â téméraire Â». L'ex-d sécurité depuis la fin de son mandat il y a deux mois. Une dizaine de jours aprÃ"s son arrestation, la Ligue des droits de l'homme Iteka dénonce une grave violation de la Constitution. «Â L'arrestation de Fabien Banciryanino est une grave violation de la loi d'autant que la Constitution burundaise, dans son article 155, stipule qu'aucun parlementaire ne peut Ãatre poursuivi pour les propos qu'il a tenu ou un choix qu'il a opéré dans l'exercice de son mandat Â», explique Anschaire Nikoyagize, président de l'Iteka, à Esdras Ndikumana, du service Afrique. Il s'agit, si les faits sont avérés, d'un sign trÃ"s inquiétant, relÃ"ve de son cÃ′té l'organisation Human Right Watch. Lewis Mudge, est en charge de l'Afrique centrale. Â «Â C'est un message : il ne faut pas oser dénoncer les actes commis par le gouvernement. Â» Mais cela veut

aussi dire que le président actuel du Burundi, Evariste Ndayishimiye a «Â décidé de ne pas tourner la page Â», poursuit Lewis Mudge, Â «Â il continue avec les mêmes moyens de répression constatés, documentés à l'époque de Nkurunziza et ça c'est un signe préoccupant. Â» Aucun responsable burundais n'a pour l'instant accepté de s'e: